

par Rojinfo

Depuis 42 jours, les mères des prisonniers politiques se rassemblent devant la prison pour femmes de Gebze, dans l'ouest de la Turquie, en soutien à leurs enfants en grève de la faim pour rompre l'isolement imposé au leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan. Comme les jours précédents, la police turque a usé de la violence pour disperser les manifestantes dont plusieurs ont été blessées et/ou arrêtées.

Plusieurs dizaines de prisonniers politiques ont rejoint le 17 décembre 2018 la grève de la faim lancée le 7 novembre par la Députée kurde Leyla Guven pour exiger du gouvernement turc qu'il lève l'isolement imposé au leader kurde Abdullah Öcalan emprisonné depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali et reprenne les négociations de paix avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle/ils sont aujourd'hui 7.000, dont 30 sont en jeûne de la mort, c'est à dire sans absorption de vitamine. Chaque jour depuis plusieurs semaines, leurs proches se rassemblent devant les prisons et dans les rues, partout au Kurdistan et en Turquie, pour attirer l'attention sur la dégradation de leur état de santé.

Lundi 20 mai, la police turque a violemment réprimé un rassemblement organisé depuis 42 jours par des mères de prisonniers politiques devant la prison pour femmes de Gebze. Plusieurs d'entre elles ont été blessées. Par ailleurs, les représentantes de l'antenne locale du Parti démocratique des Peuples (HDP), dans le district de Gebze, Damla Bağcı et Dilara Özgeçen, qui se trouvaient aux côtés des manifestantes, ont été arrêtées. La députée HDP Ayşe Sürücü a en outre été frappée par la police.

Pour la première fois en huit ans, les avocats d'Öcalan ont rendu visite à leur client le 2 mai sur l'île-prison d'Imrali. La semaine dernière, le gouvernement turc a annoncé la levée de l'interdiction faite à Öcalan de rencontrer ses avocats. Cependant, aucune autre autorisation de visite n'ayant été accordée aux défenseurs du leader kurde malgré leurs demandes répétées, les grévistes de la faim ont considéré que l'interdiction était toujours en vigueur et annoncé la poursuite de leur action.